

**Unité Départementale Rouen-Dieppe**

**Arrêté du 08 AVR 2024** modifiant l'arrêté préfectoral du 28 juillet 2023 relatif aux prescriptions applicables à la société SAS HIGHWAY FRANCE LOGISTICS 8, sise à GRAND-COURONNE, dans le cadre de la gestion et du traitement des eaux d'extinction stockées sur des sites extérieurs, de la pollution des eaux souterraines et des déchets à la suite de l'incendie survenu sur son site le 16 janvier 2023

**Le Préfet de la région Normandie, Préfet de la Seine-Maritime,  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- Vu le code de l'environnement et notamment l'article L.512-20 ;
- Vu le décret du Président de la République du 11 janvier 2023 portant nomination de M. Jean-Benoît ALBERTINI, préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 16 septembre 2009 autorisant la société SAS AMB PORT OF ROUEN à exploiter diverses installations sur le territoire de la commune de GRAND-COURONNE ;
- Vu l'arrêté préfectoral de mesures d'urgence du 17 janvier 2023 imposant à la société SAS HIGHWAY FRANCE LOGISTICS 8 des prescriptions de mise en sécurité et des mesures immédiates prises à titre conservatoire pour son site situé dans la commune de GRAND-COURONNE ;
- Vu l'arrêté préfectoral de mesures d'urgence du 28 juillet 2023 relatif aux prescriptions applicables à la société SAS HIGHWAY FRANCE LOGISTICS 8, sise à GRAND-COURONNE, dans le cadre de la gestion et du traitement des eaux d'extinction stockées sur des sites extérieurs, de la pollution des eaux souterraines et des déchets à la suite de l'incendie survenu sur son site le 16 janvier 2023 ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 24-010 du 14 février 2024 portant délégation de signature à Mme Béatrice STEFFAN, secrétaire générale de la préfecture de la Seine-Maritime ;
- Vu le courrier du 10 janvier 2024 de l'entreprise SAS HIGHWAY FRANCE LOGISTICS 8 faisant état d'une demande de prorogation de l'échéance de fin des travaux de déconstruction définie par l'arrêté préfectoral du 28 juillet 2023 susvisé ;
- Vu le rapport de visite d'inspection du 21 février 2024 du site de la société SAS HIGHWAY FRANCE LOGISTICS 8 à GRAND-COURONNE ;
- Vu le courriel de l'exploitant du 28 mars 2024 présentant un planning prévisionnel des étapes restantes pour la remédiation du site ;
- Vu le projet d'arrêté préfectoral transmis à l'exploitant par courriel du 2 avril 2024 ;
- Vu la réponse de l'exploitant en date du 5 avril 2024 ;

## **CONSIDÉRANT :**

qu'un incendie est survenu dans l'entrepôt exploité par la société SAS HIGHWAY FRANCE LOGISTICS 8 à GRAND-COURONNE le 16 janvier 2023 ;

que la gestion et le traitement des déchets issus de cet incendie a fait l'objet d'un arrêté préfectoral de prescription en date du 28 juillet 2023 pour lequel le Conseil Départemental de l'Environnement, des Risques Sanitaires et Technologiques (CoDERST) de Seine-Maritime a émis un avis favorable le 11 juillet 2023 ;

que le 15 novembre 2023 a eu lieu une reprise d'incendie en cellule n°1 lors d'opérations de sécurisation et de démontage de bardage ;

que dès lors, l'inspection des installations classées a interdit tout travaux dans cette cellule jusqu'à ce que lui soit remis un protocole de gestion et de traitement spécifique des déchets contenant du lithium, non transmis à ce jour ;

que le début des travaux de caractérisation des déchets de la cellule n°1 devant mener à l'élaboration du protocole précité a débuté le 21 février 2024 ;

que l'exploitant a présenté dans son courriel du 28 février 2024 un planning prévisionnel dont les étapes projetées sont les suivantes :

- Travaux de sécurisation de la cellule n°1 : juillet 2024 à fin octobre 2024 ;
- Reprise et fin des travaux de démolition de l'ensemble du bâtiment HIGHWAY FRANCE LOGISTICS 8 : novembre à décembre 2024 ;
- Rendu du mémoire de fin de travaux de démolition : 31 janvier 2025 ;
- Investigations de pollution sur le site : janvier 2025 ;
- Rendu du rapport de diagnostic pollution : 28 février 2025 ;
- Rendu des rapports « plan de gestion » et « interprétation de l'état des milieux » : 31 mars 2025 ;

que l'intervention d'un prestataire pour réaliser les investigations de pollution sur site au droit du bâtiment et en particulier de la cellule n°1 est conditionnée à la mise en sécurité complète du bâtiment ;

que les difficultés rencontrées par la société SAS HIGHWAY FRANCE LOGISTICS 8 (temps d'identification d'un sous-traitant qualifié pour la prise en charge de ces déchets et temps d'analyses pour la caractérisation des déchets) pour le traitement des déchets de la cellule n°1 issus de l'incendie justifient de proroger l'échéance de fin des travaux définie par l'arrêté préfectoral du 28 juillet 2023 ;

que s'agissant de la gestion et de l'évacuation des déchets résultant des suites d'un incendie, il y a lieu de faire application de l'article L.512-20 du code de l'environnement.

*Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture de la Seine-Maritime*

## **ARRÊTE**

### **Article 1<sup>er</sup>**

La société SAS HIGHWAY FRANCE LOGISTICS 8, dont le siège social est situé 46, rue de Lagny MONTREUIL (93 100), est tenue de respecter les prescriptions énoncées ci-après dès notification du présent arrêté, concernant son établissement localisé sur la commune de GRAND-COURONNE (76 530).

### **Article 2**

La date limite d'achèvement des travaux de déconstruction et de gestion des déblais issus de l'incendie du 16 janvier 2023 fixée à l'article 1.1 du Titre 1 des prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral du 28 juillet 2023, est prolongée du 31 mars 2024 au **31 décembre 2024**.

Les étapes suivantes sont également respectées :

- Un bon de commande relatif au déblaiement des déchets de la cellule n°1 est remis à l'inspection des installations classées **avant le 30 juin 2024**.
- Un mémoire de fin de travaux intermédiaire (dit « démolition », incluant la démolition des dalles béton) est remis **avant le 31 janvier 2025**.

La date limite de transmission d'un rapport de diagnostic des sols et sous-sols au droit de la zone sinistrée fixée à l'article 1.11.1 du Titre 1 des prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral du 28 juillet 2023, est portée du 31 mars 2024 au **28 février 2025**.

La date limite de transmission d'un plan de gestion des pollutions de la zone sinistrée, accompagnée, suivant les conclusions du schéma conceptuel, d'une interprétation de l'état des milieux (IEM), fixée à l'article 1.11.2 du Titre 1 des prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral du 28 juillet 2023, est portée du 31 mars 2024 au **31 mars 2025**. L'étape suivante est également respectée :

- Les bons de commande correspondant aux éventuels derniers travaux à mener sont transmis à l'inspection des installations classées **avant le 30 juin 2025**.

La date limite de transmission d'un mémoire de fin de travaux listant notamment tous les justificatifs de traitement des déchets générés pour le traitement de la zone sinistrée, fixée à l'article 1.10 du Titre 1 des prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral du 28 juillet 2023, est portée du 30 juin 2024 au **31 octobre 2025**.

### Article 3 – Recours

Conformément à l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de Rouen.

Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant à compter du jour où la présente décision lui a été notifiée (articles L.221-8 du code des relations entre le public et l'administration et R.421-1 du code de justice administrative).

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application Télérecours citoyens, accessible par le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

### Article 4 – Notifications

La secrétaire générale de la préfecture de la Seine-Maritime, la maire de GRAND-COURONNE, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie et le directeur de l'agence régionale de santé de Normandie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est notifiée à SAS HIGHWAY FRANCE LOGISTICS 8.

Fait à ROUEN, le

**08 AVR. 2024**

Le Préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
La secrétaire générale



**Béatrice STEFFAN**

